

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 24 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société CFEB SISLEY

32 avenue des Béthunes, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95/2025/0294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SISLEY implanté au 32 avenue des Béthunes, à Saint-Ouen-l'Aumône (95310). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CFEB SISLEY, 32 avenue des Béthunes, ZAC des béthunes, Saint-Ouen-l'Aumône (95310)
- Code AIOT : 0006513213
- Régime : Autorisation, non Seveso, non IED

Créé en 2010, le site CFEB SISLEY de Saint-Ouen-l'Aumône comprend un entrepôt avec des zones de stockage et des zones de préparation de commandes, un bâtiment administratif ainsi que des laboratoires de recherche et développement de la marque. Le bâtiment comporte 8 cellules. La cellule A accueille l'activité de préparation de commandes. Les cellules B,C,D, E, F et « retours » sont destinés à accueillir des produits combustibles classiques (classés sous les rubriques 1510 ou 1530). Une cellule particulière nommée D2 est exclusivement réservée à l'entreposage de liquides inflammables (parfums classés sous la rubrique 4331).

Un porter à connaissance déposé par cette société est en instruction par l'Inspection de l'environnement concernant un projet d'ajout de bureaux, d'un parking et d'un stockage de bouteilles d'aérosols.

Contexte/objet de l'inspection :

- Action coup de poing « État des stocks des matières dangereuses »
- Inspection généraliste produit chimiques
- Plan de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Chaque point de contrôle est associée une fiche de constat comprennent les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4 | État des matières stockées - information de la population | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2. | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 23 de l'annexe II | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Eaux d'extinction incendie | Article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative au titre des ICPE | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe | Sans objet |
| 2 | État des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |
| 3 | État des matières stockées - gestion accidentelle | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1. | Sans objet |
| 5 | Fourniture FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 6 | Langue FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection amène au constat de 3 non conformités, toutes en lien avec des sujets de risques accidentels, enjeu principal du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe

Thème(s) : Produits chimiques, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée : Le classement des installations exploitées par la société CFEB SISLEY est le suivant (*note de l'inspection dans le cadre du présent rapport : seules les rubriques associées au stockage de matières dangereuses sont ici reprises*).

| Rubrique | Alinéa | AS, A, E, D, DC ¹ | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé ² | Unités du volume autorisé |
|----------|--------|------------------------------|---|---|--|------------------|------------------|------------------------------|---------------------------|
| 1432 | 2.a | A | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). | Liquides inflammables stockés pour une capacité équivalente de 240 m3 et cuve enterrée de fuel pour le groupe électrogène pour une capacité équivalente de 3 m3 | Capacité équivalente | 100 | m3 | 243 | m3 |
| 1185 | 2.a | DC | Gaz à effet de serre fluorés (...). Emploi dans des équipements clos en exploitation d'équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg. | Deux groupes froids d'une puissance totale de 1200kW, avec une quantité totale de fluide R134A de 308 kg (154 kg par groupe répartis dans 2 circuits unitaires de 77 kg chacun) | Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation | 300 | kg | 308 | kg |

Constats : Au regard de l'objet de l'Inspection visant à vérifier l'état des stocks des matières dangereuses, seules les rubriques susceptibles d'employer des produits dangereux ont été prises en compte afin de vérifier les quantités exploitées.

Il est préalablement à préciser que le tableau de classement supra est obsolète, en particulier en raison de l'entrée en vigueur des rubriques 4000 en 2015. Une nouvelle proposition de classement est présentée par l'exploitant par porter à connaissance du 24 juillet 2023. Cette proposition concernant les rubriques relatives aux matières dangereuses est la suivante :

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Critère de classement | Volume d'activité autorisé |
|----------|----------------|---|-----------------------|----------------------------|
| 4331-2 | Enregistrement | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 | Tonnage | 219,02 tonnes |

En tenant compte de l'état des stocks fourni et en procédant à une visite des installations de stockage, il n'apparaît pas de dépassement des quantités de stockages auxquelles la société CFEB SISLEY est autorisée ou par rapport aux quantités qu'elle déclare dans son récent porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

Constats : Nous avons débuté cette inspection inopinée en demandant l'état des matières stockées par l'exploitant. L'exploitant a immédiatement pu fournir ledit document qui mentionne l'ensemble des matières combustibles présentes sur son site. Les produits présents au laboratoire y sont également mentionnés.

Il est conclu au respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suites

N°3 : État des matières stockées – État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats : À l'occasion de la visite d'inspection précédente du 16 janvier 2023, la société CFEB SYSLEY nous avait présenté son état des stocks disponible sous format informatique et généré automatiquement chaque jour. Une synthèse est systématiquement envoyée par courriel au poste de garde où il y est affiché. L'Inspection avait constaté que l'état des stocks présenté ne répondait pas à la disposition contrôlée car :

- la synthèse des produits ICPE/dangereux ne détaillait pas les différentes familles de dangers et il était parfois impossible de saisir à quelle catégorie de produit ou famille de dangers il est fait référence ;
- l'intitulé des colonnes en caractères abrégés ou parfois tout simplement manquant participe à la mauvaise compréhension de cet état des stocks ;
- la prise en compte des déchets ne transparaissait pas ;
- il était peu compréhensible par les autorités et services compétents.

Lors de la visite du 24 mars 2025, nous avons constaté que le format de l'état des stocks n'avait pas changé. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir travaillé à une refonte des informations figurant à son état des stocks par modification du logiciel de gestion des stocks et que le nouveau format d'état des stocks est sur le point d'être mis en place.

Par courriel du 23 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un exemple de ce nouvel état des stocks. L'Inspection constate que ce nouvel état des stocks répond aux exigences de la prescription contrôlée. La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : État des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats : Lors de la visite d'inspection précédente ayant eu lieu le 16 janvier 2023, nous avons constaté que l'état des stocks synthétique ne répondait pas au besoin d'information de la population. Celui-ci ne pouvait en effet prétendre vulgariser les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Comme mentionné en fiche de constats précédente (fiche n°3), l'exploitant a procédé à un travail de refonte de son état des stocks. Nous constatons cependant que ce travail n'a pas été produit sur le format synthétique de cet état de stock. L'exploitant indique que le travail sur l'état des stocks était un préalable à l'état des stocks synthétique.

Non conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks synthétique répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Il convient de corriger cette situation sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée : 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.

Constats : Lors de la visite au niveau du laboratoire, l'Inspection a demandé à voir les FDS de deux produits sélectionnés par sondage au sein du labo. Il s'agissait des produits suivants :

- Réactif de Wijs

- Hydranal Titrant 5

L'exploitant disposait des FDS associées à ces produits. Ces FDS sont récentes (2020 et 2023) et conformes dans leur contenu à l'annexe II précitée.

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Langue FDS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité |
| Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. |
| Constats : Nous avons pu constater que les fiches de données de sécurité associées aux substances ou mélanges contrôlés sont rédigées en français. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Plan de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 23 de l'annexe II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vanne de barrage |
| <p>Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; «- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; «- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>[...]</p> <p>Le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>[...]</p> |

Constats : Nous avons demandé à l'exploitant son plan de défense incendie. Celui-ci comportait les éléments exigés par la prescription contrôlée, à l'exception du schéma d'alerte et d'alarme en dehors des heures d'exploitation de l'entrepôt. En effet, SI des mesures sont bien prévues en dehors des heures d'exploitation de l'entrepôt, elles ne le sont pas sous forme de schéma d'alerte.

Non conformité : Il n'y a pas de schéma d'alerte et d'alarme établi en dehors des heures d'exploitation de l'entrepôt. Cette non-conformité est à corriger dans un délai d'un mois.

Nous avons également profité de cette inspection pour vérifier le niveau de connaissance de ce plan par les agents de du poste de garde et pour vérifier l'existence des éléments prévus ou exigés par le plan de défense incendie (état des stocks, report des alarmes, plan d'intervention, attestations de formation, disponibilité du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie...).

Il ressort par ailleurs du plan de défense incendie le point d'attention suivant non exigible réglementairement : la liste des interlocuteurs internes figure bien à ce document. Il serait pertinent que le plan de défense incendie aborde le sujet de l'attribution des fonctions et de l'organisation en cas d'événement accidentel (désignation du Directeur des Opérations Interne responsable de la mise en œuvre du POI et des éventuels autres intervenants (chef PC...) auxquels il devra faire appel, que ce soit dans la gestion de crise, la gestion post accident ou la communication par exemple). En l'état, la gestion d'un événement accidentel qui se doit d'être rapide, adaptée, tout en maîtrise de la coordination des interventions avec les secours extérieurs, pourrait pâtir d'une improvisation faute d'avoir anticipé l'organisation nécessaire.

Observation : Il est demandé à la société CFEB SISLEY de tenir compte du point d'attention ci-dessus .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, Vanne de barrage

Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats : Il a été constaté, lors du contrôle de la présence des dispositifs prévus par le plan d'incendie (fiche n°7), que la vanne de barrage automatique et manuelle à actionner afin de retenir les pollutions accidentelles n'était pas signalée sur le terrain. Nous avons par ailleurs constaté que la plaque de protection en fonte contre l'écrasement par les véhicules n'était plus présente, ce qui peut rendre la vanne vulnérable. Des traces montrent que des engins ont potentiellement pu rouler sur cette vanne.

Non conformité : Une vanne de barrage destinée à isoler les réseaux en cas de pollution accidentelle n'était pas signalée et n'était pas protégée. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai de 1 mois. Il conviendra que sous ce même délai l'exploitant vérifie la bonne manœuvrabilité et l'efficacité de cette vanne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois